

<https://www.pressegauche.org/Travailleuses-et-travailleurs-de-la-terre-unissons-nous>



Travailleuses et travailleurs de la terre, unissons-nous !

- International - Environnement -



Date de mise en ligne : mardi 2 novembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Déclaration de La Via Campesina en vue de la COP 26 de l'ONU sur le climat (Glasgow)

Tiré de Entre les lignes et les mots

<https://entrelignesentrelismots.blog/2021/10/28/la-planete-brule-et-la-societe-aussi-plus-2-textes-du-quebec-et-le-manifeste-de-lecosocialist-alliance/>

(Harare : 25 octobre 2021) Cette année est l'année la plus chaotique au plan climatique jamais enregistrée, depuis l'année dernière. Mais les gouvernements contrôlés par les transnationales, les philanthropes, les médias grand public et la plupart des organisations non gouvernementales (ONG) proposent encore la même chose : des solutions basées sur le marché et des techno-réparateurs risquées. Deux ans après le début d'une pandémie mondiale qui a coûté la vie à des millions de personnes, l'humanité se réveille chaque jour avec des inondations, des incendies et des sécheresses sans précédent qui causent des famines, ainsi qu'un temps totalement imprévisible qui rend la vie de plus en plus difficile. Les dirigeants allèguent que « l'activité humaine générale » est à l'origine du chaos climatique, en passant sous silence les liens étroits entre l'extraction des combustibles fossiles, l'agro-industrie et le complexe militaro-industriel, sans parler des déséquilibres de pouvoir à l'échelle mondiale et des responsabilités historiques des pays qui se sont enrichis grâce au pillage colonial. Au lieu de nous proposer une voie véritable et transformatrice, on nous vend de fausses solutions qui ne manquent jamais de donner la priorité aux élites des entreprises - « net zéro », « solutions basées sur la nature », « géo-ingénierie » et « numérisation de l'agriculture » pour n'en citer que quelques-unes. Il faut que cela cesse, immédiatement !

Pour mettre un terme à la crise climatique, il faut un changement de système ancré dans les droits de l'humanité et de la Terre Mère. Pendant plus de 500 ans, le système alimentaire patriarcal, à l'origine colonial et aujourd'hui corporatif, a tenté de dominer toutes les formes de vie pour l'enrichissement d'une petite minorité. Ceux qui contrôlent les richesses accumulées - produites par les gens et la planète au fil des siècles - ont jusqu'à présent échappé aux foudres des inondations, des sécheresses, des sols dégradés, de la guerre et de la faim. Ils font fi des nombreux signes de l'effondrement des systèmes naturels qui entretiennent la vie et ils proposent plutôt que ce soit nous, les victimes les plus vulnérables, qui portons le plus lourd fardeau. Pour la Via Campesina (LVC) et notre diversité organisée de femmes et d'hommes paysans, migrants, travailleurs de la terre, pêcheurs, habitants des forêts, du monde rural, jeunes et autres, notre solution à la crise climatique est une transition juste ancrée dans la lutte et la solidarité - une solidarité internationaliste avec tous ceux et celles qui luttent pour la souveraineté alimentaire, la justice climatique et les droits de la Terre Mère ! C'est une lutte pour la pleine réalisation de tous les droits et responsabilités détaillés dans la Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysannes et Autres Personnes Travaillant dans les Zones Rurales (UNDROP), en particulier le droit à un environnement propre, sûr et sain (article 18) récemment ratifié par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour l'ensemble de l'humanité. Il s'agit également d'une lutte contre la mainmise des entreprises sur les espaces de l'ONU par le biais du modèle "multiples parties prenantes", mieux connu sous le nom de "capitalisme des parties prenantes", dont tout le monde a été témoin lors du Sommet des Nations unies sur le système alimentaire de 2021 et, de plus en plus, lors des COP des Nations unies sur le climat.

Alors que nous nous préparons à une autre conférence douloureuse de l'ONU sur le climat - la COP26 de Glasgow - les 200 millions de défenseurs de la terre, de l'eau et du territoire de LVC se lèvent à nouveau pour exiger la souveraineté alimentaire pour la justice climatique. Nous rejoignons une large convergence de luttes contre le capitalisme des combustibles fossiles, le racisme, le colonialisme, et le patriarcat qui les lie. Alors que nous luttons pour rendre les entreprises responsables de cette destruction inutile, nous sommes fiers de la LWA (Alliance des travailleurs de la terre) - notre organisation membre de LVC basée en Écosse, en Angleterre et au Pays de Galles.

La LWA travaille sans relâche pour faire entendre la voix des travailleurs de la terre agroécologiques à la COP26 en demandant « la reconnaissance de la contribution que l'agriculture agroécologique, la foresterie durable et une meilleure utilisation des terres peuvent apporter à nos engagements de réduction des émissions, de séquestration du carbone et de renforcement de la résilience. »

Que les entreprises se méfient, les travailleurs de la terre du monde entier ont de vraies solutions : des systèmes alimentaires, agricoles et forestiers au service des populations, du climat et de la nature ! Aux côtés de notre LWA et de tous ceux qui luttent pour une transition juste, nous créerons à nouveau un front commun pour contrer toute tentative de convertir la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en un gigantesque « mécanisme de marché. » Le capitalisme climatique est un crime, pas la solution !

Cop26 : plus de mécanismes de marché ne résoudront pas les problèmes des gens

Un prolongement de l'industrie des combustibles fossiles, le système alimentaire transnational est l'un des principaux responsables de la crise climatique, puisqu'il est à l'origine de 44 à 57% des émissions mondiales de GES. Ce système éloigne les gens de la terre, dégrade les communautés et alimente la violence et les inégalités dans tous les territoires du monde. Il est particulièrement néfaste pour les femmes et les jeunes dont la vie et le travail sont minés par un système qui ne valorise pas la vie.

Bien avant la COP21 à Paris, les multinationales de l'agroalimentaire et des énergies fossiles utilisaient déjà leur pouvoir et leur influence pour promouvoir des politiques aux plans national, infranational et mondial. L'Accord de Paris de 2015 a créé une sorte de « consensus » autour de plusieurs fausses solutions très problématiques. Les mécanismes d'échange et de compensation des émissions de carbone contenus dans l'article 6, par exemple, accorderont un pouvoir important aux gouvernements, aux sociétés, aux banquiers et aux négociants riches dont l'objectif premier est de maximiser les profits et non de prendre soin de la Terre Mère. Au lieu de prendre des mesures décisives pour s'adapter aux changements climatiques et s'engager dans une transition honnête vers des systèmes alimentaires démocratiques et fondés sur les droits de l'homme, ces puissants acteurs utilisent les engagements « net zéro » pour cacher leur inaction climatique.

Le « net zéro » permet aux entreprises de se soustraire à leurs responsabilités en matière d'émissions historiques et continues, en donnant la priorité aux initiatives qui favorisent les résultats de l'entreprise. Partout où les entreprises font la promotion de "solutions basées sur la nature" (NBS en anglais), nous mettons en garde contre la dépossession de la nature par le biais de systèmes de compensation des émissions de carbone des forêts et des sols, fondés sur l'idée fausse que payer quelqu'un d'autre pour s'occuper des émissions de carbone au lieu d'agir directement pour réduire la pollution ralentira en quelque sorte la crise. Pour combattre la crise climatique, il faut une transition juste vers l'abandon des combustibles fossiles, la fin de l'exploitation minière et de l'agriculture extractive destructrices, et la récupération des territoires et des écosystèmes endommagés. Nos solutions - qui sont véritablement fondées sur la nature, agroécologiques et contrôlées par les paysans - sont des solutions justes. Aucune « licorne du carbone » ni aucune pensée magique ne résoudra ce problème, il suffit d'agir immédiatement pour changer le système.

De plus, nous pensons que « l'agriculture intelligente pour le climat » devrait plutôt s'appeler « l'agriculture intelligente des entreprises », car elle fournit un cadre pour l'intégration des OGM et des produits agrochimiques dans l'agriculture à petite échelle, en s'appuyant sur le même paradigme raciste et sexiste que la révolution verte. Elle positionne la science et la technologie capitalistes comme des solutions aux problèmes rencontrés par le « sous-développement » et les paysans supposés « non éduqués » du monde. Ces problèmes originaux ont été créés par le capitalisme mondial, le vol, le pillage colonial, les guerres et la violence généralisée.

Alors que de nombreuses fausses solutions corporatives adoptent le langage de l'agroécologie paysanne, nulle part ne sont affirmés ou garantis les droits fondamentaux à une alimentation locale et nutritive, à des moyens de subsistance dignes, à la terre et à l'autodétermination. Ce qui est garanti, ce sont des cycles d'accumulation sans fin qui profitent à ceux qui sont à l'origine de la crise climatique, notamment les grandes entreprises agroalimentaires comme John Deere, Bayer-Monsanto, Syngenta, Cargill, Nestlé, Wal-Mart et d'autres.

La transition est maintenant ! La souveraineté alimentaire nourrit la justice climatique !

Les travailleurs de la terre et autres producteurs alimentaires du monde entier exigent - et sont prêts à réaliser - une transition climatiquement juste dans l'agriculture ! Pendant des décennies, les producteurs alimentaires locaux ont été poussés sur la voie de l'intensification et de la monoculture par les entreprises agroalimentaires et leurs alliés. Le Sommet des Nations Unies sur le système alimentaire de 2021, qui a été coopté, n'en est qu'un exemple de plus. Ce dont les gens et la planète ont besoin de toute urgence, c'est de gouvernements et d'institutions offrant des possibilités financées par des fonds publics pour assurer la transition vers des systèmes agricoles plus écologiques et socialement sains. Pendant trop longtemps, les agriculteurs ont été tenus responsables d'un modèle imposé par le capital. Cela doit cesser maintenant ! La société doit reconnaître que nos systèmes d'agriculture, d'eau et d'utilisation des terres sont ce qu'ils sont aujourd'hui en raison de pressions systémiques. Alors que nous nous éloignons du capitalisme fondé sur les combustibles fossiles, nous ne devons pas perdre d'agriculteurs, détruire les moyens de subsistance ou la capacité de production alimentaire saine. Le soutien des gouvernements en matière de subventions et de programmes de formation pour soutenir la transition est essentiel, et cette transition juste en agriculture doit être centrée sur les principes de la justice climatique. Cela signifie que tous ceux qui sont impliqués dans la chaîne alimentaire - y compris les paysans, les éleveurs, les travailleurs migrants, les travailleurs contractuels, les sans-terre et les peuples autochtones - doivent être au premier plan pour définir et mettre en œuvre les politiques publiques nécessaires à cette transition.

En tant que La Via Campesina, nous appelons à la fin de toutes les fausses solutions et des mécanismes de marché de l'article 6. Nous appelons à une transition juste vers le vrai zéro, et non vers les plans de marketing des entreprises qui se cachent derrière le « net zéro ». En même temps, et c'est de la plus haute importance, nous appelons toutes les anciennes puissances coloniales à assumer leurs responsabilités historiques et à réduire drastiquement les émissions à la source, maintenant, y compris par un retrait immédiat de leur présence militaire dans le monde ! La Via Campesina est solidaire des victimes de toutes les guerres, sanctions et occupations - qu'il s'agisse des mutilés et des assassinés de Palestine, d'Irak et d'Afghanistan ou des pauvres, des travailleurs et des indigènes des Etats-Unis qui manquent d'hôpitaux, d'écoles et de pain quotidien. Pour la souveraineté alimentaire, les droits de l'homme et la Terre Mère - Désinvestir de la Machine de Guerre !

Les voies pour atteindre la justice climatique doivent être radicalement différentes de celles qui ont produit la crise. L'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire peuvent « nourrir le monde et refroidir la planète ! » Elles offrent la possibilité très réelle de réduire les émissions et de réaliser la justice sociale, les droits des personnes et de la planète. Un système alimentaire basé sur la souveraineté alimentaire et des systèmes alimentaires locaux, alimentés par des agriculteurs familiaux pratiquant l'agroécologie paysanne, peut véritablement transformer la société tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de manière spectaculaire et beaucoup plus rapidement que toutes les fausses solutions vendues par les entreprises. Tout cela peut se faire sans marchandiser le carbone tout en contribuant à renforcer les solutions démocratiques de base à la pauvreté, à la faim et à la violence.

Les défenseurs de la terre, de l'eau et des territoires agroécologiques du monde entier s'unissent ! Avec les producteurs de denrées alimentaires au premier plan de notre convergence mondiale pour une souveraineté alimentaire qui nourrit la justice climatique, la vie l'emportera sur la mort !

La transition est maintenant !

La souveraineté alimentaire nourrit la justice climatique !

Mondialisons la lutte ! Mondialisons l'espoir !

Via-info-fr@viacampesina.org

<http://viacampesina.org/Via-info-fr/>

<https://mail.viacampesina.org/lists/listinfo/Via-info-fr>